

Les Facteurs Déterminants Des Problèmes Environnementaux Dans La Ville De Daloa

DAKOURI Guissa Desmos Francis¹, OUATTARA Drissa², BROU Kamenan Marcel³, Kouadio Konan Saint Sylvestre⁴

¹Maître de Conférences, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny

²Maître-Assistant, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny

³Maître-Assistant, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny

⁴Doctorant, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny



Résumé – Daloa, une agglomération de près 421 879 habitants est la troisième ville de la Côte d'Ivoire après Abidjan et Bouaké. La dynamique urbaine difficile à contrôler qu'elle connaît actuellement du fait de l'afflux massif des migrants, engendre un certain nombre de problèmes environnementaux. La prolifération de l'habitat précaire, les problèmes d'insalubrité, l'insuffisance ou le manque d'assainissement, l'occupation des sites non constructibles, l'augmentation des pollutions et des nuisances, la gestion des eaux usées et pluviales sont autant de problèmes environnementaux que vivent les populations de la ville de Daloa. L'objectif de cette étude est de mettre en évidence les facteurs déterminants des problèmes environnementaux dans la ville de Daloa. La méthodologie utilisée pour atteindre cet objectif est constituée de recherche bibliographique, d'entretiens et d'enquête de terrain. Celle-ci a permis d'identifier plusieurs facteurs qui sont à la base de ces problèmes. Il s'agit entre autres des facteurs physiques comme le climat et le type de sol, l'abondance des activités informelles, la faible prise de conscience des problèmes environnementaux, les contraintes financières, le dysfonctionnement des services, la responsabilité des populations et la pauvreté.

Mots clés – Environnementaux, Facteur, Daloa, Déterminant, Problèmes, Ville

Abstract – Daloa, an Ivory Coast agglomeration of about 421,879 inhabitants, is the third city after Abidjan and Bouaké. The urban dynamics that are currently difficult to control due to the massive influx of migrants are causing a number of environmental problems. The proliferation of precarious housing, the problems of insalubrity, the insufficiency or lack of sanitation, the occupation of non-constructible sites, the increase in pollution and nuisances, and the management of wastewater and rainwater are all environmental problems experienced by the populations of the city of Daloa. The objective of this study is to highlight the determining factors of environmental problems in the city of Daloa. The methodology used to achieve this objective consists of bibliographic research, interviews and field surveys. This allowed the identification of several factors that are at the root of these problems. These include physical factors such as climate and soil type, the abundance of informal activities, low awareness, financial constraints, dysfunctional services, people's responsibility and poverty.

Keywords – Environmental, Daloa, Dynamics, Problems, Urban.

INTRODUCTION

L'environnement est l'ensemble des éléments physiques, chimiques, biologiques et des facteurs socio-économiques, moraux et intellectuels susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur le développement du milieu, des êtres vivants et des activités humaines [4]. Le développement urbain est, en Côte d'Ivoire, un phénomène préoccupant du XXI^e siècle. Les villes actuelles sont des créations coloniales qui ont répondu à un souci d'occupation effective du territoire sous le contrôle de postes

militaires et administratifs et aux besoins créés par la mise en valeur de la zone forestière [5]. Le milieu dans lequel évolue l'homme est soumis à des perturbations dues de façon directe ou indirecte, aux activités humaines ou naturelles. Elles s'exercent sur des échelles de temps et d'espace très variables, pouvant conduire à des déséquilibres importants de la biosphère et à des évolutions catastrophiques.

Cependant, la question de la dégradation de l'environnement urbain fait objet de débats des gouvernements, des experts en environnement, des représentants des organisations internationales depuis plusieurs années. Les conférences de Johannesburg en 2002 en Afrique du sud et de Rio en 1992 au Brésil et celle de Stockholm en 1972 en Suède ont donné lieu aux importantes décisions prises sur le concept de développement durable. Aussi, le sommet Copenhague en 2010 et surtout celui de Kyoto en 1997 sur les perturbations climatiques dues aux émissions de gaz à effet de serre, à la pollution atmosphérique et aux déchets solides et liquides, confirment l'intérêt particulier porté à la sauvegarde de l'environnement.

Ainsi, la Côte d'Ivoire, après la conférence de Rio 1992 s'est dotée d'un Plan National d'Action Environnemental (PNAE). Ce plan constitue le cadre d'orientation permettant de mieux saisir les problèmes environnementaux dans tous ses paramètres pour une gestion viable et durable. C'est ainsi que « Le livre blanc » de l'environnement de la Côte d'Ivoire fut publié en 1994 par la cellule de coordination du PNAE [19].

Malgré cela, les effets négatifs du développement tant en milieu rural qu'urbain de nos sociétés sur l'environnement sont plus fréquemment visibles et tangibles par la population. Il s'agit de l'accroissement de la pollution, du réchauffement climatique, de la recrudescence des risques naturels, de l'utilisation inefficace des ressources, de la gestion inappropriée des déchets, de la dégradation des écosystèmes et de la perte de biodiversité.

Cela est le reflet des villes ivoiriennes, à l'instar des autres villes subsahariennes qui connaissent une dynamique urbaine rapide. La ville de Daloa en est l'illustration parfaite. Forte de sa position de ville carrefour et du fait d'être une zone agricole, Daloa a toujours été un lieu d'attraction des migrants [1]. Fort de ce fait, la population de Daloa est passée de 121 842 habitants en 1988 à 421 879 habitants en 2021 [11]. Parallèlement sa superficie est passée de 1717 hectares en 1988 à 5305 hectares en 2021. La disposition des emplois, des commerces, des équipements, des résidences ou plus généralement la disposition spatiale des différentes fonctions urbaines les unes par rapport aux autres dans ladite ville, induisent des problèmes environnementaux qui ne laissent personnes indifférentes. L'objectif de cette étude est de mettre en évidence les facteurs déterminants les problèmes environnementaux dans la ville de Daloa. L'appareillage méthodologique utilisée pour atteindre cet objectif est la suivante.

I. OUTILS ET METHODE

1.1-Présentation synthétique de la zone d'étude

Daloa est une ville du Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire située à 383 km d'Abidjan entre 6°30' / 8° de latitude Nord et entre le 5° / 8° de longitude Ouest. Elle est limitée au nord par le département de Vavoua, au sud par le département d'Issia, à l'Est par les départements de Zuénoula et Bouaflé, à l'Ouest par le département de Duékoué. Elle comptait 421 879 habitants en 2021 avec une superficie de 5,305 km² 35 quartiers [11]. Appartenant à la grande zone d'exploitation forestière ivoirienne, Daloa est la deuxième zone de production du cacao et la première de café d'après le ministère de l'agriculture en 2021. De plus, de par son statut de pôle économique régional, la ville dispose d'infrastructures routières facilitant une mobilité des hommes et bénéficie également d'une présence remarquée des services publics, parapublics et privés régionaux [14].



Figure 1 : Localisation de la ville de Daloa

1.2-Méthode de collecte des données

La démarche méthodologique employée pour l'atteinte de l'objectif exprimé s'est appuyée sur une recherche documentaire, des entretiens et une enquête de terrain. La première phase de collecte de données a consisté en l'exploitation de la documentation des bibliothèques, de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP). Les données statistiques concernant la population et les superficies ont été fournies par l'Institut National de la Statistique (INS). La deuxième phase a porté sur les entretiens avec les autorités politiques et administratives de la ville. La troisième phase s'est consacrée à l'enquête de terrain qui s'est déroulée de Juillet à Août 2021. Un questionnaire a été administré au chef de chaque quartier et à 3 chefs de ménages par quartier totalisant au moins 15 ans de vie dans le quartier. Ils sont susceptibles de mieux connaître les réalités environnementales de leur quartier. Ainsi, au regard du nombre de quartiers sus indiqué, 140 personnes ont été interrogées pour cette étude. Le traitement des informations recueillies pendant l'étude théorique et l'enquête de terrain ont été fait sous forme d'analyse cartographique et d'analyse statistique.

II. RESULTATS ET DISCUSSION

La ville de Daloa est confrontée à de nombreux problèmes environnementaux. Plusieurs facteurs sont à la base de ces problèmes. Il s'agit entre autres des facteurs physiques comme le climat et le type de sol, l'abondance des activités informelle, la

faible prise de conscience, les contraintes financières, le dysfonctionnement des services, la responsabilité des populations et la pauvreté.

2.1-Les facteurs physiques à la base des problèmes environnementaux à Daloa

Les facteurs physiques à la base des problèmes environnementaux à Daloa sont nombreux cependant, pour cette étude, l'intérêt a porté sur deux facteurs physiques : il s'agit du climat et du sol favorable à l'érosion.

2.1.1-Le climat, un facteur à la base des problèmes environnementaux à Daloa

La ville de Daloa est marquée par un climat généralement doux. Ce climat est désigné par le terme « tropical de transition » à caractère unimodal pour préciser le régime pluviométrique. Les précipitations sont caractérisées par un rythme saisonnier. En outre, on note quatre saisons qui jouent un rôle important dans la détermination du calendrier agricole des populations paysannes. En 2014, la saison humide s'étend sur une période de 07 mois allant d'avril à octobre avec un cumul pluviométrique de 1230, 6 mm représentant 80% des pluies et le pic est atteint à Juin avec 221, 5 mm. La saison sèche couvrant une période de cinq mois qui va de novembre à mars présente un cumul pluviométrique de 306, 6 mm. L'on enregistre un total de 1537, 2 mm de pluies réparti sur 125 jours (tableau 1) et la température moyenne est autour de 26, 25 °C

Tableau 1 : Pluviométrie mensuelle de Daloa en 2021

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Précipitations	9,6	52,8	67,9	210	211,7	221,5	104,8	122,6	138,4	185,6	78,7	35,3	1537,2
Nombre de jours de pluie	02	02	07	14	15	14	11	18	21	09	09	02	125

Source : SODEXAM-Daloa, 2021

Cette forte pluviométrie que connaît la cité de Daloa entraîne l'érosion hydrique dans les zones à pentes et des inondations dans les quartiers comme Marais, Gbogbélé, Kennedy, Sud B extension et toutes autres zones de bas-fond. Avec l'insuffisance et le manque de caniveaux à Daloa, ces pluies entraînent des stagnations des eaux pluviales dans les cours, les rues, places publiques et dans certains caniveaux bouchés par les déchets solides. C'est pourquoi pendant la saison des pluies, l'on assiste dans les quartiers précaires et populaires de la ville à un environnement fortement dégradé. Le climat est un déterminant direct de la présence des moustiques. En effet, en dessous des températures de 18°C en moyenne par jour [7] cité par [18], le cycle de reproduction des vecteurs du parasite plasmodium falciparum, responsable de l'infection palustre, ne peut s'accomplir. Le climat détermine donc une aire de répartition du vecteur qui s'étend entre les deux tropiques [18]. Par ailleurs, les caractéristiques du sol jouent un rôle important dans l'aggravation des problèmes environnementaux.

2.1.2-Un type de sol favorable à l'érosion

Deux grands types de sols se rencontrent dans la zone de Daloa. Le type le plus répandu est représenté par les sols ferrallitiques. Le sol est composé en surface d'une couche importante de terre arable. Ces sols, comme le soulignent [3] sont sensibles à l'érosion qui à son tour dégrade les voies de communication, entraîne le déchaussement des fondations des maisons avec des niveaux de décapage très importants et expose les canalisations de la Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire (SODECI) à toute sorte de risques. La dégradation par les eaux de ruissellement d'une rue au versant au quartier commerce à Daloa et exposition de la plate-forme enfoui (photo 1).



Photo 1 : Rue dégradée du fait de l'érosion au quartier commerce

Cliché : Brou, 2021

La plate-forme enfouie est aujourd'hui exposée et dénudée. Le béton situé en aval est exposé avec des crevasses aux abords. La voie est coupée d'où difficulté de transports des biens et des personnes à l'intérieur. Les creux s'élargissent de l'aval vers l'amont.

Le deuxième type de sols fait son apparition dans les zones marécageuses et les bas-fonds humides. Il s'agit des sols sablo-argileux hydromorphes. Cette hydromorphie est due à la présence temporaire ou permanente par endroit de l'eau. Ces zones constituent des nids de reproduction des moustiques.

2.2-Abondance d'activités informelles

Les activités économiques se développent sur toute l'étendue de la ville de Daloa. Ainsi, en parcourant ces différents quartiers, on est face à un spectacle d'une cité où les activités économiques dominées par le secteur informel se multiplient et sont disséminées sur tout le territoire communal. Les activités économiques qui pullulent çà et là s'exercent pour la plupart en marge des principes juridiques, économiques et environnementaux [6]. Tous les espaces sont utiles à la réalisation de n'importe quelle affaire au point que chaque millimètre carré fut-il libre est aménagé et occupé parfois sans aucune autorisation légale.

Ces activités regroupent aussi bien des petites entreprises de production que des petits commerçants ou prestataires de services, des activités légales ou non, des petits métiers. Elles ont pris des formes diverses qui souvent cohabitent. En effet, les opérateurs économiques font montre d'une ingéniosité en inventant et en innovant des pratiques d'activités et de revenus dans les domaines économiques les plus divers, avec une prédominance des secteurs liés au commerce, à l'artisanat et au transport. C'est ce que souligne [13] lorsqu'il soutient que l'animation de la ville d'Abidjan en général, et celle de la commune d'Adjamé en particulier est à mettre sur le compte du couple commerce-transport. Dans cette perspective, le secteur informel joue un rôle important dans l'économie des pays en développement et offre de meilleures opportunités pour l'emploi féminin [9]. On rencontre ainsi dans tous les coins de rue des femmes qui en sont les principales actrices.

Par ailleurs, l'artisanat est le domaine où le secteur informel défie les produits modernes que les opérateurs économiques reproduisent à leur guise sans limite et sans s'embarrasser de brevets. Dans la ville de Daloa, les activités économiques informelles sont caractérisées par une grande dispersion des lieux de production et de vente. Que les secteurs d'habitation soient anciens ou nouveaux, les endroits qui y sont le plus fréquentés sont les plus recherchés : les arrêts et terminus d'autobus, les gares routières, les entrées des établissements scolaires et religieux, des magasins et des entreprises, les environs des centres de loisirs, les ronds-points, les trottoirs, les terrains vagues, les carrefours et le long des rues sont par ordre d'importance les lieux de travail les plus courants des opérateurs économiques. Plus la rue est dotée de ces infrastructures, plus elle attire les opérateurs économiques.

En définitive, du fait qu'aucun espace n'a été dans le schéma directeur de la ville, leur insertion dans le paysage urbain qui se fait actuellement de façon incontrôlée, est source de dégradation de l'environnement.

2.3-La faible prise de conscience des populations en matière de protection de l'environnement

D'une façon générale, bien que les populations soient sensibles à la qualité de leur environnement à titre individuel, ils ne traduisent pas toujours cette sensibilité dans le cadre de leur activité. La prise en compte de cette préoccupation dans la gestion de l'environnement est pratiquée par la majorité de la population, soit 88% des enquêtés répartis respectivement en 61% des enquêtés n'ayant pas pris conscience et 27% d'enquêtés indifférents (figure 2).

Les ménages éloignés du point de groupage se débarrassent de leurs ordures dans leur environnement immédiat à cause de la paresse, du manque de civisme, de l'irrégularité de la collecte des ordures et de l'absence d'un système de pré-collecte formel. Les ravins tout comme les devantures des cours et autres caniveaux servent de dépotoirs comme c'est le cas dans la plupart des quartiers précaires de la ville. Ainsi, les travaux de [2] aboutissent sensiblement aux mêmes résultats et mettent en évidence le manque de conscience environnementale des populations d'Anono Extension.

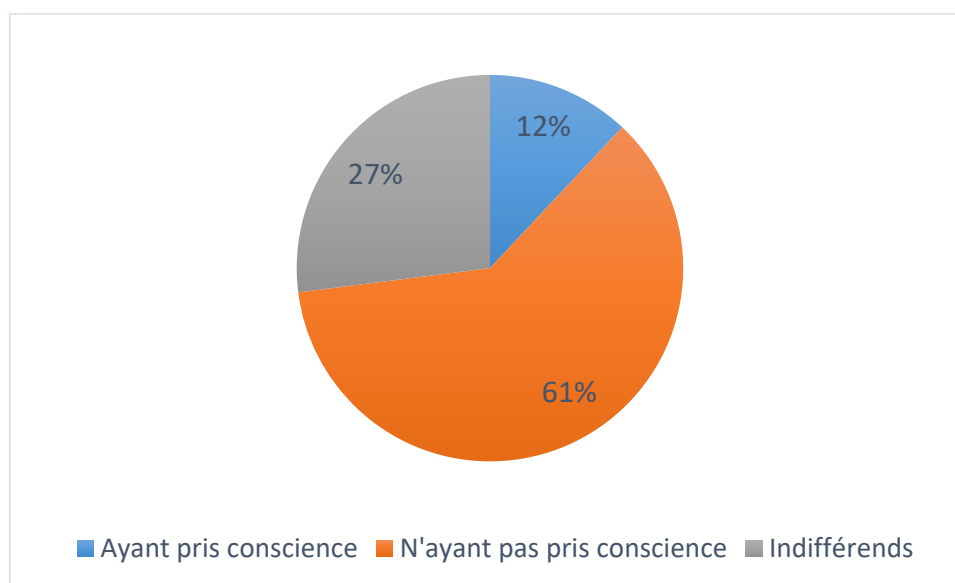


Figure 2 : Répartition des populations selon la prise de conscience problèmes environnementaux

Source : Enquête de terrain, 2021

En effet, ils expliquent que les réticences et refus des population d'Anon Extension est consécutive à une crise de sensibilisation de la population souvent analphabète, trop pauvre et trop ignorant des règles minimales de la protection de leur cadre de vie et environnement.

Il en est de même pour cette étude, dans les quartiers Marais, Orly 3, Kennedy 2, Cafop à Gbogbélé, Sud B extension, Belleville, Huberson et Orly 2 où beaucoup de dépôts d'ordures et eaux usées se trouvent à proximité des puits et des logements. Toute chose qui constitue un grand risque sanitaire pour les habitants de ces quartiers. Pour les populations de ces quartiers, la prise en compte de l'environnement est vécue systématiquement comme une contrainte alors qu'elle porte en elle des opportunités encore négligées : opportunités d'économies, de nouveaux produits, de nouveaux services, d'activités nouvelles et d'emplois.

2.4-Des contraintes financières au dysfonctionnement des services municipaux

Les contraintes financières sont l'une des causes des problèmes environnementaux. Tout porte à croire que les collectivités souffrent d'un manque chronique de revenus. En occurrence, dans la majorité des pays africains, particulièrement dans la commune de Daloa, les budgets municipaux ne peuvent consacrer après la prise en charge du budget de fonctionnement qu'un pourcentage en moyenne inférieure à 5% du budget aux investissements.

La partie du budget qui est directement collectée par les municipalités proviennent généralement de recettes fiscales, taxes communales directes, indirectes et de revenus du patrimoine communal, produits des amendes pour délits ou contraventions. Malheureusement, beaucoup d'obstacles empêchent la municipalité de recouvrer entièrement ces taxes. Il s'agit de la lourdeur administrative, des conflits de compétence entre la mairie, le conseil régional et l'Etat mais surtout de la corruption qui

gangrène tous les niveaux de la société. Les actions entre l'Etat et la mairie pour la réalisation de certaines tâches, ne sont pas harmonisées et la prise des initiatives se fait souvent sans consultation de l'autre partie prenante.

Par ailleurs, le budget alloué au service technique responsables de l'assainissement et de plusieurs travaux dans la ville, ne représente que le tiers (1/3) du budget de fonctionnement. Cette situation souvent préjudiciable à l'aménagement des nouveaux quartiers a d'énormes répercussions sur les modalités et les formes de croissance du tissu urbain et péri-urbain.

Ce dysfonctionnement des services municipaux est lié à une série de pesanteurs administratives, techniques et mêmes financières qui limitent les possibilités d'investissement de la ville. Cela obstrue sa bonne marche vers le progrès et le développement. Aussi, le manque de liquidité financière dans le compte de la municipalité est une situation corroborée par l'unicité des caisses de l'Etat dont le maintien aboutit à une longue et complexe procédure administrative qui provoque des difficultés de trésorerie dans les caisses de la ville de Daloa. Le système de l'unicité des caisses entre l'Etat et les communes est, comme le soutient [15], à l'origine des lourdeurs dans la gestion des finances surtout en période de liquidité du trésor public et ce, en dépit de la possibilité offerte aux communes de disposer de comptes spéciaux offerts à leurs investissements. Ce système ne leur permet pas de disposer de ressources en temps voulu et pour cause, les versements effectués par un service peuvent être utilisés par un ou d'autres dès que le besoin se fait sentir. Dans un contexte de crise économique, cette situation fragilise l'expérience de la gestion à l'échelle locale et a abouti au dysfonctionnement des services municipaux. De cette situation, naît parfois de nombreux désagréments car, les collectivités se trouvent très souvent dans l'incapacité d'honorer des dettes contractées auprès de divers opérateurs économiques sollicités pour la réalisation de divers projets. Ces dysfonctionnements sont nettement visibles au travers de la dégradation continuelle des équipements et des infrastructures mais aussi par le biais de la crise des ordures nettement perceptibles dans le paysage urbain de la ville de Daloa. Ces difficultés de financement dues aux dysfonctionnements des services des pouvoirs publics sont à l'origine des problèmes environnementaux et sanitaires [21].

2.5- La responsabilité des populations

L'ensemble des problèmes environnementaux engendrés par la population se présente sous l'auspice du comportement, du manque de sensibilisation et de conscience environnementale. Il faut remarquer que l'aspect sensibilisation de la population n'a pas été au départ une priorité. Mais l'enquête a révélé trois positions. Ainsi, l'analyse de la figure 3 indique que seulement 40% de la population enquêtée a conscience qu'il faut préserver son environnement, 35% ne savent pas ce que c'est et 25% ont une conscience approximative de ce qu'est l'environnement.

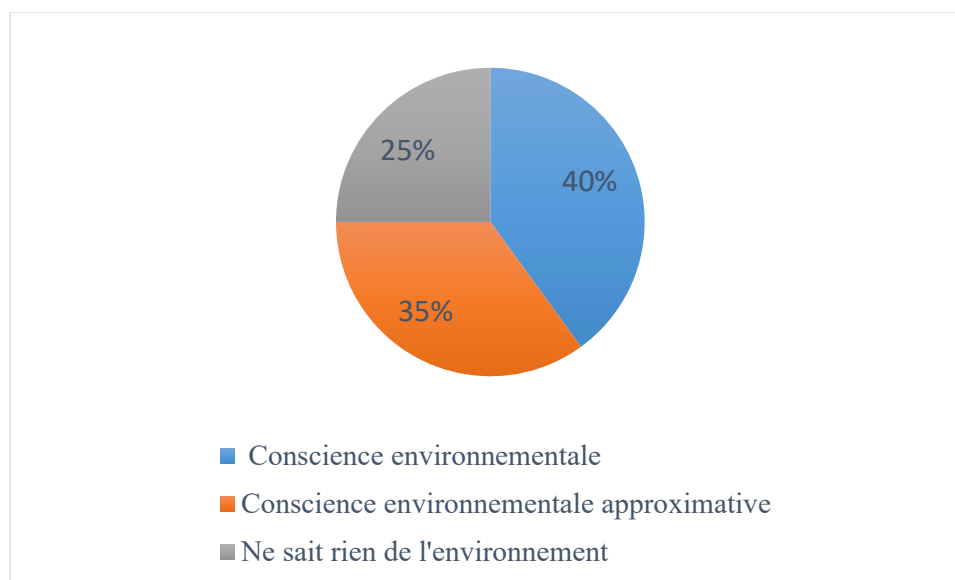


Figure 3 : Répartition des enquêtés selon la conscience environnementale

Source : Nos enquêtes de terrain, 2021

D'une façon générale, bien que les populations soient sensibles à la qualité de leur environnement à titre individuel, elles ne traduisent pas toujours cette sensibilité dans le cadre de leur activité. La prise en compte de cette préoccupation dans la gestion de leur cadre de vie est subie par le petit nombre de ceux qui sont soumis à des exigences extérieures venant par exemple de la municipalité ou autre organisme. Elle est volontairement repoussée à plus tard par la vaste majorité de ceux qui ne font l'objet d'aucune pression, et négligée par ceux qui, de bonne foi, ne savent pas que les petites nuisances générées par leur activité peuvent avoir des effets sur l'environnement. L'attitude générale des populations est de chercher des réponses à leurs problèmes environnementaux au fur et à mesure qu'ils se présentent. Ils n'envisagent pas encore la question de manière globale. Elles n'ont pas encore de vision à long terme tendant à limiter progressivement tous les impacts de leur activité sur l'environnement. La prise en compte de l'environnement est vécue systématiquement comme une contrainte à cause du manque de conscience environnementale qui fait persister la dégradation des conditions et cadre de vie dans la ville de Daloa. Et ce, puisque la collecte des ordures est insuffisante et très variable dans le temps et dans l'espace du fait de l'inaccessibilité de certains quartiers, de l'insuffisance des véhicules d'enlèvement, de la mauvaise localisation des coffres de pré-collecte collective, de l'occupation anarchique de l'espace urbain et du mauvais comportement environnemental des populations.

2.6-La pauvreté comme facteur aggravant la dégradation de l'environnement

La brutalité de la croissance de la population urbaine va de pair avec l'accroissement du nombre de pauvres dans les zones urbaines. Si par le passé la pauvreté était un phénomène essentiellement rural, aujourd'hui les citoyens pauvres constituent une proportion de plus en plus importante de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Cette expansion de la pauvreté vers la ville dit "urbanisation de la pauvreté", a commencé à prendre de l'ampleur à partir des années 1980, avec l'accentuation de la crise économique. La pauvreté est un concept multidimensionnel et complexe, généralement représenté sous trois dimensions : la dimension monétaire, le manque ou la non-satisfaction des besoins vitaux et la dimension sociologique et psychologique. La mesure de la pauvreté en Côte d'Ivoire est bâtie autour de la dimension monétaire. Cette mesure s'appuie sur deux éléments : un indicateur de bien-être et un seuil de pauvreté.

L'indicateur de bien-être retenu est la dépense de consommation des ménages, utilisée principalement en raison des difficultés de collecte d'informations fiables sur les revenus de ceux-ci.

Quant au seuil de pauvreté, il permet de distinguer les populations en deux groupes. Les populations dont la dépense de consommation est en dessous du seuil sont qualifiées de « pauvres » tandis que celles dont la consommation est au-dessus du seuil sont dites « non pauvres » [8]. Par ailleurs, est considérée pauvre en Côte d'Ivoire selon le Centre d'Information et de Communication Gouvernemental (CICG) en 2020, toute personne qui vit en dessous de 750f par jour, soit 273750f par an. Or, la ville de Daloa qui appartient au pôle de développement du centre ouest comptait 40% de pauvres en 2015 qui s'est accru en 2018 pour atteindre le seuil de 47,1% de pauvres. Ce niveau élevé de pauvreté a sans doute une incidence sur la prolifération des quartiers précaires et des problèmes environnementaux.

La pauvreté des ménages peut être analysée à partir d'un indice composite de niveau de vie. Cet indice est construit sur la base des caractéristiques d'habitation, des conditions de vie et de stock du capital humain des ménages ordinaires : approvisionnement en eau de boisson, mode de cuisson le plus utilisé, mode d'éclairage, évacuation en eaux usées, évacuation des ordures, type de construction, type d'usage de l'habitation, statut d'occupation de l'habitation, nombre de personnes par pièce, nature du sol, nature des murs, niveau d'instruction du chef de ménage [12], cité par [10]. [17] relève une interaction entre l'environnement et la pauvreté. En effet, la relation est dans les deux sens. La dégradation de l'environnement contribue à la pauvreté à travers la dégradation de la santé et en réduisant la productivité des ressources sur lesquelles reposent les pauvres et la pauvreté contraint le pauvre à agir dans le sens de la dégradation de l'environnement.

Cette conception d'une relation interactive entre la pauvreté et l'environnement se retrouve aussi chez [20], qui affirme que les pauvres qui sont à la fois les principales victimes et les principaux auteurs de la dégradation de l'environnement au Bénin. Pourtant, les pauvres ne sont pas directement responsables de la dégradation environnementale qu'on leur attribue : premières victimes des dérèglements environnementaux, ils sont même à l'origine de mouvements de protection de l'environnement [16].

III. CONCLUSION

La ville de Daloa, capitale régionale du Haut Sassandra connaît des difficultés de contrôle et de maîtrise des formes d'occupations de l'espace urbain. Les caractéristiques de l'habitat riment parfois avec les innombrables problèmes d'insalubrité

vécus par les populations. La prolifération des ordures ménagères, l'insuffisance ou le manque d'assainissement, la détérioration des conditions de logements, l'occupation des sites non constructibles, l'augmentation des pollutions et des nuisances sont autant de problèmes environnementaux que vivent les populations de la ville de Daloa. Les problèmes de gestion des eaux usées et pluviales visibles dans l'espace et se posent avec acuité dans la ville de Daloa. Dans cette étude dont l'objectif est de mettre en évidence les facteurs déterminants les problèmes environnementaux dans la ville de Daloa, on retient que plusieurs facteurs sont à la base de ces problèmes. Il s'agit entre autres des facteurs physiques comme le climat et le type de sol, l'abondance des activités informelle, la faible prise de conscience, les contraintes financières, le dysfonctionnement des services, la responsabilité des populations et la pauvreté.

RÉFÉRENCES

- [1] Alla Della André. 1991. *Dynamique de l'espace péri-urbain de la ville de Daloa*. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Institut de Géographie Tropicale, Université Nationale de Côte d'Ivoire, 453p.
- [2] Boka Abéto Constance, Dakouri Guissa Desmos Francis, Ouattara Drissa, Vaka Dago Elie. 2020. « Les raisons de la persistance de l'insalubrité du quartier Anono extension dans la commune chic de Cocody ». *Annales de l'Université de Moundou*. Série A-Faculté des lettres, Arts et Sciences Humaines, Vol.7, n°3, pp.53-71
- [3] Brou Kamenan Marcel, Dakouri Guissa Desmos Francis, Alla Della André, N'ka Mathias. 2017. « Les facteurs de recrudescence des inondations dans la commune de Cocody (Abidjan-Côte d'Ivoire) » *Cahiers du CBRST*, N° 11, pp. 79-97
- [4] Code de l'environnement. 1996. Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement, 504p.
- [5] Cotten Anne-Marie. 1974, Un aspect de l'urbanisation en Côte d'Ivoire in les cahiers l'outre-mer, Bordeaux, revue de Géographie n°106, avril-juin 1974, pp 183-193.
- [6] Dakouri Guissa Desmos Francis. 2013. *Les activités économiques et la dégradation de l'environnement dans la commune d'Adjamé (Abidjan-Côte d'Ivoire)*, Thèse unique, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, 336p.
- [7] Dale, P.E.R. et J.M. Knight, 2008. Wetlands and mosquitoes: a review. *Wetlands Ecology and Management*, 16, 255-276. DOI : 10.1007/s11273-008-9098-2
- [8] DSRP. 2009. Document de stratégie de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Ministère d'Etat, ministère du plan et du développement
- [9] Gnammon Adiko Agnès. 1994. Activités féminines de rue et aménagement de la ville d'Abidjan, In *Annales de l'Université d'Abidjan*, série G, Géographie, Tome XIV, pp 9-40.
- [10] Houngbo Emile. 2008. *Dynamique de pauvreté et pratiques agricoles de conservation de l'environnement en milieu rural africain : le cas du plateau adja au sud-bénin*. Sciences de l'environnement. Université de Abomey-Calavi, 327p.
- [11] INS. 2021. *Répertoire des localités*. Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 532p.
- [12] INSAE. 2003. *Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3) : Synthèse des analyses*, Cotonou : Direction des Etudes Démographiques, 42 p.
- [13] Kamagate Sanaliou. 1996. *Etude géographique de la gare routière d'Adjamé*. Mémoire de maîtrise, Institut de Géographie Tropicale, Université de Cocody, 123p.
- [14] Koukougnon Gauthier Wilfried. 2012. *Milieu urbain et accès à l'eau potable le cas de Daloa, Abidjan*, Thèse unique, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, 388p.
- [15] Loba Akou Don Franck Valéry. 2009. *Dynamique de développement des villes côtières dans la région des lagunes, cas de Bingerville, Dabou et Grand-Lahou. Abidjan*. Thèse unique de Géographie, Institut de Géographie Tropicale Université de Cocody, 388p.
- [16] Maertens Lucie. 2017. Les pauvres à la merci des dégradations environnementales. Dans : Bertrand Badie éd., *Un monde d'inégalités*. Paris : La Découverte, pp.185-196). <https://doi.org/10.3917/dec.badie.2017.02.0185>

- [17] Mink, D. S. 1993. « Poverty, Population and the Environment ». World Bank Discussion Papers n° 189, Washington : The International Bank for Reconstruction and Development/The world bank, 40 p.
- [18] Pierrat Charlotte. 2011. « Risque palustre : appréhender la vulnérabilité des individus à l'échelle locale (sud Bénin) ». *Vertigo*, vol. 11, n°3, 24p.
- [19] PNAE. 1994. *Le livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire*. Ministère de l'environnement et du tourisme. Tome 1, 222p.
- [20] Tovo M. 1995. *Réduire la pauvreté au Bénin, vers une stratégie d'action*. Centre pour l'environnement et le développement en Afrique (CEDA), Cotonou, 338p.
- [21] Who. 2010. *Le financement des systèmes de santé : le chemin vers la couverture universelle*. Rapport sur la santé dans le monde 2010, OMS, 22p.